



## DELIBERATION N° 2020-298

Délibération de la Commission de régulation de l'énergie du 10 décembre 2020 relative aux valeurs de la puissance équivalente quasi-certaine nécessaires pour le calcul du coût évité par l'électricité produite sous obligation d'achat en métropole continentale

Participaient à la séance : Jean-François CARENCO, président, Christine CHAUVET, Catherine EDWIGE, Ivan FAUCHEUX et Jean-Laurent LASTELLE, commissaires.

### 1. CONTEXTE

La Commission de régulation de l'énergie (CRE) a fixé, dans sa délibération du 25 juin 2009<sup>1</sup>, les principes de calcul du coût évité pour EDF par l'obligation d'achat en métropole continentale.

La délibération de la CRE du 22 juin 2017<sup>2</sup> a fait évoluer la méthodologie de calcul de l'indice de prix utilisé pour déterminer le coût évité de la part quasi-certaine. À compter du 1<sup>er</sup> juillet 2017, cet indice n'est plus fondé sur des moyennes de prix constatés sur les marchés à terme mais sur les prix des ventes effectivement réalisées par EDF OA dans le cadre des appels d'offres organisés afin de commercialiser la puissance quasi-certaine.

La délibération du 28 novembre 2019 a modifié la méthodologie de calcul de la puissance quasi-certaine prévue par la délibération du 25 juin 2009. Afin de tenir compte du foisonnement de toutes les installations intégrées au périmètre d'équilibre d'EDF OA, la puissance quasi-certaine sera calculée comme la multiplication de la puissance prévisionnelle sous obligation d'achat par un coefficient reflétant le centile 90 du taux de charge de l'ensemble des installations sous obligation d'achat gérées par EDF OA constaté sur un historique de plusieurs années de production.

La présente délibération détermine les niveaux de puissance pour l'année 2023 et met à jour les niveaux de puissance pour les années 2021 et 2022.

### 2. DETERMINATION DE LA PUISSANCE QUASI-CERTAIN

Afin de tenir compte du foisonnement de toutes les installations intégrées au périmètre d'équilibre d'EDF OA, la puissance quasi-certaine est calculée comme la multiplication de la puissance prévisionnelle sous obligation d'achat par un coefficient reflétant le centile 90 du taux de charge de l'ensemble des installations sous obligation d'achat gérées par EDF OA constaté sur un historique de plusieurs années de production. L'ajout à l'historique de la production réalisée au cours de l'année 2019 a conduit à diminuer le taux de charge du 1<sup>er</sup> trimestre de 18 % à 17 % et celui des mois de novembre et décembre de 17 % à 16 %.

<sup>1</sup> Délibération de la Commission de régulation de l'énergie du 25 juin 2009 relative à l'évolution des principes de calcul du coût évité par l'électricité produite sous obligation d'achat en métropole continentale (<http://www.cre.fr/documents/deliberations/decision/evolution-des-principes-de-calcul-du-cout-evite-par-l-electricite-produite-sous-obligation-d-achat-en-metropole-continentale>).

<sup>2</sup> Délibération de la CRE du 22 juin 2017 portant communication relative à la méthodologie de calcul du coût évité par l'électricité produite sous obligation d'achat et à la valorisation des certificats de capacité attachés à la production sous obligation d'achat (<http://www.cre.fr/documents/deliberations/communication/obligation-d-achat4>)

Période de production	Taux de charge (en % de la puissance installée)
1 <sup>er</sup> trimestre	17 %
Mois d'avril à octobre	10 %
Mois de novembre et décembre	16 %

La puissance prévisionnelle du parc sous obligation d'achat a été estimée en tenant compte de la puissance installée à la fin de l'année 2019 (ajustée compte-tenu des installations mises en service lors du premier semestre 2020), des dates d'échéance des contrats ainsi que de la croissance prévue des parcs de production sous obligation d'achat.

Cette prévision de croissance est fondée sur le développement attendu des différentes filières et est réalisée en prenant en compte la mise en œuvre du dispositif de complément de rémunération, prévu à l'article L. 314-18 du code de l'énergie. En effet, dans ce dispositif, les producteurs étant responsables de la commercialisation de l'électricité qu'ils produisent, les installations bénéficiant de ce dispositif ne sont pas prises en compte pour l'évaluation de la puissance quasi-certaine qui ne concerne que les installations sous obligation d'achat.

Les valeurs de puissance quasi-certaine découlant de cette évaluation sont présentées dans le tableau ci-dessous.

Puissance quasi-certaine (MW)	Valeurs retenues dans la délibération du 28 novembre 2019 (rappel)		Nouvelles valeurs		
	2021	2022	2021	2022	2023
Ruban de base	1 400	2 700			2 900
Surplus de production Q1 <sup>3</sup>	2 100	2 100		2 100	2 000
Surplus de production M11 <sup>4</sup>	1 800	1 800	1 800	1 800	1 900
Surplus de production M12 <sup>5</sup>					

Les produits « ruban de base 2021 » et « premier trimestre 2021 » sont mis en vente par EDF OA depuis respectivement 2019 et 2020, les volumes de puissance quasi-certaine déterminés préalablement par les délibérations précédentes de la CRE seront entièrement vendus d'ici la fin de l'année 2020. Par conséquent, ces produits ne sont pas concernés par les mises à jour effectuées dans le cadre de cette délibération. Le produit « ruban de base 2022 » est mis en vente depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020, son rythme de vente ne sera pas modifié non plus.

Les autres produits n'ayant pas encore été mis en vente, la présente délibération fixe les niveaux qui vont être mis en vente par EDF OA.

<sup>3</sup> Premier trimestre

<sup>4</sup> Novembre

<sup>5</sup> Décembre

**VALEURS RETENUES PAR LA CRE**

La CRE a fixé, dans sa délibération du 25 juin 2009, les principes de calcul du coût évité pour EDF par l'obligation d'achat en métropole continentale. La délibération du 28 novembre 2019 a modifié la méthodologie de calcul du coût évité et en particulier les modalités du calcul de la part quasi-certaine vendue au cours de transaction à terme.

La présente délibération vise à définir la puissance quasi-certaine qu'EDF va vendre dans des transactions à terme.

Les puissances quasi-certaines retenues pour chacun des blocs de production des années 2021, 2022 et 2023 sont indiquées ci-après.

Puissance quasi-certaine (MW)	2021	2022	2023
Ruban de base			2 900
Surplus de production Q1		2 100	2 000
Surplus de production M11	1 800	1 800	1 900
Surplus de production M12			

La présente délibération sera transmise à la ministre de la transition écologique, au ministre de l'économie, des finances et de la relance ainsi qu'à EDF obligation d'achat. Elle sera publiée sur le site internet de la Commission de régulation de l'énergie.

Délibéré à Paris, le 10 décembre 2020.

Pour la Commission de régulation de l'énergie,

Le Président,

Jean-François CARENCO